

Est-il aussi facile de dire non que de dire oui

Débat au café-philo samedi 28 05 05

La facette individuelle :

- ,Si l'autre me demande un service, m'est-il très facile de dire non si ça me dérange, ou si je pense que l'autre abuse, si pour rendre ce service, je vais priver de ma présence un être cher, etc.

- Si l'autre me pose une question intrusive, est-ce que je me sens obligé(e) de répondre docilement ?

- Si l'autre m'invite ou s'invite, s'il insiste pour que je reprenne encore un peu de purée ...

"L'incapacité à dire non réduit une partie de la population (hommes, femmes, enfants) à une forme tragique et paradoxale d'inviolabilité. : On ne peut violer qu'un être capable d'exprimer son refus, ne serait-ce que faiblement. Pour ces êtres secrètement mutilés, les violences les plus décisives eurent lieu dans la première enfance. On remarquera que dans ce cas malheureusement courant, il n'est plus nécessaire que l'agression fasse le lit de la violence. La victime renoncera à porter plainte¹ - puisqu'elle ne pourra pas faire état d'une quelconque résistance - et elle retournera son agressivité contre elle-même (suicide, dévalorisation et culpabilisation plus ou moins intenses et définitives)..." (Longuement subir puis détruire, p. 98)

La facette institutionnelle

Avez-vous remarqué que dans chaque référendum, la bonne réponse, celle que demande le gouvernement, c'est toujours le OUI.

Il serait pourtant concevable - sur un simple plan technique - que la question posée appelle un NON comme la **bonne réponse** sollicitée par le Pouvoir. Il suffirait de demander : *Etes-vous opposé à la ratification ...?*

Logiquement ce serait équivalent. Mais psycho-logiquement, c'est tout autre chose...

Quand vous écoutez *machinalement* quelqu'un et qu'il vous demande si vous êtes de son avis, ou bien vous commencez à réfléchir ou vous dites oui *machinalement*.

Si vous dites *non*, vous êtes plus ou moins tenu d'argumenter. Pour répondre *oui*, la soumission suffit. Quand c'est l'autorité légitime qui vous enjoint de bien répondre, le réflexe légitimiste vient encore appuyer la tendance à acquiescer.

Pour répondre *non*, il faut passer par la réflexion. Et c'est déjà une rébellion.

Ceux qui ont accompli leur service militaire se souviendront peut-être de ce règlement qui devait être appris par cœur : "(...) il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés, une obéissance sans hésitation ni murmure".

¹ Peut-être aussi parce qu'elle sait plus ou moins clairement que ceux qui lui ont causé le dommage le plus grave, ne seront pas dans le box des accusés...

Dans mon introduction, la mise en cause – aux côtés de la famille et du service militaire – de l'école traditionnelle comme agent de dressage à la soumission a suscité de fortes répliques, notamment d'Henri-François qui a évoqué son expérience actuelle de professeur de philosophie. Une expérience qui contredit – au moins au premier regard – la thèse d'une éducation qui fabriquerait des êtres soumis. L'objection est d'autant plus puissante que nous avons tous vécu ou entendu des témoignages confirmant que la classe d'Henri-François n'est pas l'exception qui viendrait confirmer la règle. Comment aller plus loin et dépasser le cœur de la déploration sur la *jeunesse d'aujourd'hui* ?

Se contenter de mettre en relief que je parlais de l'éducation traditionnelle, celle qui a façonné les gens de ma génération (ceux qui votent oui majoritairement) serait bien court.

Quelques pistes

Dépendance et contre-dépendance

Dans certains cas, le dressage à la soumission conduit le jeune, avide d'exister autrement que comme appendice du parent, à l'impasse de la contre-dépendance. En faisant systématiquement le contraire de ce qui est exigé, on reste aux antipodes de l'autonomie puisqu'on continue à faire les choses, non pour soi mais par rapport aux désirs de l'Autre...

Le modèle autoritaire et le poids des exclus de la compréhension

Alors que dans la société globale, il survit difficilement en se parant d'un discours démocratique, le modèle autoritaire maintenu dans l'école arrive de plus en plus mal à fonctionner.

Il faudrait parler de la massification scolaire, de la perte du monopole du savoir, du scepticisme croissant des jeunes (pour pointer à l'ANPE, le bac est-il nécessaire ?) et surtout de l'alternance perverse *temps scolaire* (tout est interdit sauf ce qui est obligatoire) / *vacances* (vacuité, laisser-faire). Ce passage incessant du trop plein de structures au vide pour des masses de jeunes est aussi peu favorable que possible à l'apprentissage de l'autonomie, de la liberté et de la responsabilité.

Il faudrait parler du nombre important d'élèves contraints de choisir entre se dévaloriser profondément ou bien dévaloriser l'enseignant, l'école, le savoir imposé, et même toute connaissance... Des élèves qui ne comprenant pas se désintéressent mais n'ont ni le droit de faire autre chose, ni le droit de dormir, ni le droit de quitter la salle... Ils doivent faire semblant d'écouter, quitte à compenser par diverses activités souterraines qui vont distraire ceux qui auraient envie de participer et seraient en état de le faire.

Le pouvoir du groupe et le pouvoir de l'enseignant

Le groupe-classe fonctionne en coopération ou en opposition à l'enseignant. Il existe avec ses leaders, ses clans éventuels, ses valeurs et ses normes. Par exemple : Y aura-t-il empressement à répondre aux questions posées ou bien consigne d'abstention, le déviant étant considéré comme un fayot et traité comme tel ?

Très investis dans la qualité du savoir qu'ils transmettent, la plupart des enseignants s'intéressent peu au processus complexe par lequel cette collection de jeunes devient un groupe. Un groupe dans lequel ce sera l'enfer ou au contraire un bonheur d'enseigner. Lorsque j'étais enseignant moi-même, l'idée ne me serait jamais venue que je pouvais intervenir dans ce processus. D'ailleurs rien ne m'y avait préparé.

Vos réactions même brèves seront les bienvenues. Igor Reitzman